

Cote du document:	EB 2008/95/R.39
Point de l'ordre du jour:	12 a)
Date:	11 novembre 2008
Distribution:	Publique
Original:	Anglais

**F**



Ouvrer pour que les  
populations rurales pauvres  
se libèrent de la pauvreté

## **Rapport du Président**

### **Proposition de don au titre du guichet mondial/régional à l'Institut international de recherche sur les politiques alimentaires (IFPRI) pour le partenariat stratégique pour la formulation de politiques novatrices en matière d'atténuation du changement climatique et d'accès aux marchés**

Conseil d'administration — Quatre-vingt-quinzième session  
Rome, 15-17 décembre 2008

---

Pour: **Approbation**

## **Note aux Administrateurs**

Le présent document est soumis au Conseil d'administration pour approbation.

Afin que le temps imparti aux réunions du Conseil soit utilisé au mieux, les Administrateurs qui auraient des questions techniques à poser au sujet du présent document sont invités à se mettre en rapport, avant la session, avec le responsable du FIDA ci-après:

### **Khalid El-Harizi**

Coordonnateur des dons

téléphone: +39 06 5459 2334

courriel: [k.elharizi@ifad.org](mailto:k.elharizi@ifad.org)

Les demandes concernant la transmission des documents de la présente session doivent être adressées à:

### **Deirdre McGrenra**

Fonctionnaire responsable des organes directeurs

téléphone: +39 06 5459 2374

courriel: [d.mcgrenra@ifad.org](mailto:d.mcgrenra@ifad.org)

## Table des matières

<b>Sigles et acronymes</b>	<b>ii</b>
<b>Recommandation pour approbation</b>	<b>iii</b>
<b>Première partie – Introduction</b>	<b>1</b>
<b>Deuxième partie – Recommandation</b>	<b>2</b>
<b>Annexe</b>	
Partenariat stratégique FIDA-IFPRI pour la formulation de politiques novatrices en matière d'atténuation du changement climatique et d'accès aux marchés	3
<b>Appendice</b>	
Results-based logical framework (High-level summary) (Cadre logique axé sur les résultats [Résumé de haut niveau])	1

## **Sigles et acronymes**

EGPP	Équipe de gestion du programme de pays
IFPRI	Institut international de recherche sur les politiques alimentaires

## **Recommandation pour approbation**

Le Conseil d'administration est invité à approuver la recommandation relative à la proposition de don au titre du guichet mondial/régional à l'Institut international de recherche sur les politiques alimentaires pour le partenariat stratégique pour la formulation de politiques novatrices en matière d'atténuation du changement climatique et d'accès aux marchés, telle qu'elle figure au paragraphe 7.



# **Rapport du Président concernant une proposition de don au titre du guichet mondial/régional à l'Institut international de recherche sur les politiques alimentaires (IFPRI) pour le partenariat stratégique pour la formulation de politiques novatrices en matière d'atténuation du changement climatique et d'accès aux marchés**

J'ai l'honneur de présenter le rapport et la recommandation ci-après concernant une proposition de don d'un montant de 3 millions d'USD en faveur de la recherche et de la formation agricoles à l'Institut international de recherche sur les politiques alimentaires (IFPRI).

## **Première partie – Introduction**

1. Dans le présent rapport, il est recommandé au FIDA d'apporter un appui au programme de recherche et de formation de l'Institut international de recherche sur les politiques alimentaires.
2. Le document relatif au don soumis au Conseil d'administration pour approbation figure en annexe au présent rapport:
 

Partenariat stratégique pour la formation de politiques novatrices en matière d'atténuation du changement climatique et d'accès aux marchés
3. Les objectifs et la teneur du programme considéré sont conformes à l'évolution des objectifs stratégiques du FIDA ainsi qu'aux principes et critères régissant son programme de dons.
4. Les objectifs stratégiques primordiaux qui guident la politique du FIDA en matière de dons sont les suivants:
  - a) promouvoir des travaux de recherche utiles aux pauvres sur les approches novatrices et les options technologiques en vue de renforcer l'impact au niveau du terrain; et/ou
  - b) renforcer les capacités utiles aux pauvres des institutions partenaires, y compris les organisations à assise communautaire et les ONG.
5. Découlant de ces objectifs et de ceux du Cadre stratégique du FIDA pour 2007-2010, les buts spécifiques de l'appui apporté par le FIDA sous forme de dons concernent: a) les groupes cibles du Fonds et les stratégies de sécurité alimentaire des ménages, plus particulièrement dans les régions reculées et les zones agro-écologiques marginalisées; b) les technologies fondées sur les systèmes de savoirs traditionnels locaux/autochtones, adaptées aux sexospécificités et de nature à renforcer et à diversifier le potentiel productif des systèmes agricoles pauvres en ressources en améliorant la productivité en exploitation et hors exploitation et en s'attaquant aux entraves à la production; c) l'accès aux avoirs productifs (terre et eau, services financiers diversifiés en milieu rural, main-d'œuvre et technologie); d) la gestion durable et productive des ressources naturelles, qu'il s'agisse de leur utilisation ou de leur conservation; e) les mesures propres, tant au niveau local que national, à inciter les ruraux pauvres à accroître leur productivité et à réduire ainsi leur dépendance à l'égard des transferts; f) l'accès des petits producteurs primaires pauvres qui s'investissent dans de petites et moyennes entreprises et des chaînes de valeur rémunératrices à des marchés transparents et compétitifs d'intrants et de produits au service de ces producteurs; et g) un cadre institutionnel au sein duquel les institutions formelles et informelles, publiques et privées, locales et nationales

peuvent dispenser des services aux populations économiquement vulnérables, en fonction de leur avantage comparatif. Dans ce cadre, le financement octroyé par le FIDA sous forme de dons vient en appui à des approches axées sur les filières produits dans un souci d'autociblage par les ruraux pauvres. Enfin, le programme de dons du FIDA encourage la création et la consolidation de réseaux destinés à la collecte et à la diffusion de savoirs utiles aux pauvres qui, à leur tour, aideront le Fonds à forger des liens stratégiques durables avec ses partenaires du développement et à démultiplier les effets de ses programmes de recherche et de renforcement des capacités financés au moyen de dons.

6. Le Partenariat stratégique FIDA-IFPRI pour la formulation de politiques novatrices en matière d'atténuation du changement climatique et d'accès aux marchés s'inscrit dans les objectifs stratégiques e) et f) cités plus haut dans la mesure où il permettra d'améliorer l'accès des populations rurales pauvres:
  - a) aux processus politiques et de programmation au niveau local et national; et
  - b) à des marchés transparents et compétitifs d'intrants et de produits agricoles; et de renforcer les capacités et l'organisation dont ils ont besoin pour en tirer parti.

## **Deuxième partie – Recommandation**

7. Je recommande que le Conseil d'administration approuve le don proposé en adoptant la résolution suivante:

DÉCIDE: que le Fonds, dans le but de financer en partie le partenariat stratégique pour la formulation de politiques novatrices en matière d'atténuation du changement climatique et d'accès aux marchés, accordera un don ne dépassant pas trois millions de dollars des États-Unis (3 000 000 USD) à l'Institut international de recherche sur les politiques alimentaires (IFPRI) à l'appui d'un programme de trois ans. Ce don sera régi par des modalités et conditions conformes en substance à celles indiquées au Conseil d'administration dans le présent rapport.

Le Président  
Lennart Båge

# **Partenariat stratégique pour la formulation de politiques novatrices en matière d'atténuation du changement climatique et d'accès aux marchés**

## **I. Contexte**

1. En avril 2007, le Conseil d'administration a approuvé un accord de coopération entre le FIDA et l'Institut international de recherche sur les politiques alimentaires (IFPRI) afin d'aller de l'avant sur la voie de l'innovation et de la communication en matière de politiques (EB 2007/90/R.34). L'accord identifie huit domaines essentiels, intéressant les deux institutions, dans lesquels il est indispensable de promouvoir l'intégration des connaissances relatives aux politiques et aux pratiques de développement. Parallèlement, une phase de démarrage du partenariat, financée dans le cadre de l'Initiative du FIDA pour intégrer l'innovation, a été lancée afin de mettre en place un programme conjoint s'agissant d'innovation et de communication en matière de politiques, et d'expérimenter divers mécanismes de collaboration. Après plusieurs cycles de consultation, le FIDA et l'IFPRI sont convenus de se concentrer sur deux thèmes majeurs durant les trois premières années du partenariat: faciliter l'accès des producteurs ruraux pauvres aux marchés de produits (en prenant dûment en compte la problématique hommes-femmes); et affronter le changement climatique (dans le cadre de la gestion des ressources naturelles) à travers l'adoption de mesures commerciales et autres arrangements institutionnels pour la fourniture de services environnementaux.

## **II. Justification et pertinence pour le FIDA**

2. La justification du programme réside dans le fait que la lutte contre la pauvreté rurale nécessite des réponses efficaces, tant politiques qu'institutionnelles, aux nouveaux enjeux stratégiques et aux nouvelles possibilités auxquels sont confrontées les populations rurales pauvres. En particulier, des solutions novatrices doivent être identifiées afin de relever des défis en mutation constante, conséquence de la hausse des prix des denrées de base, de l'intégration au marché mondial, du changement climatique et de la dégradation de l'environnement. Ces solutions ne pourront être identifiées qu'à condition de disposer des capacités appropriées dans le domaine de la recherche et de la gestion des savoirs. Des instituts de recherche sur les politiques comme l'IFPRI sont en mesure d'identifier et de promouvoir, sur la base de la recherche, des solutions novatrices pour lutter contre la pauvreté. Il est tout aussi important de veiller à ce que ces solutions soient ancrées dans la réalité quotidienne des populations pauvres et d'investir suffisamment de ressources pour pouvoir les mettre en œuvre et les adapter aux divers contextes. Des organisations internationales comme le FIDA détiennent la capacité de concevoir et de financer des projets grâce auxquels des pays en développement peuvent appliquer ce type de solutions à différentes échelles.
3. Le programme porte essentiellement sur deux aspects majeurs: d'une part, comment les populations rurales pauvres peuvent accéder à a) des marchés de produits de haute valeur et b) des politiques publiques pour l'environnement et des marchés pour les services environnementaux; et, d'autre part, comment elles peuvent en tirer parti. Ce programme s'inscrit dans le droit fil de la mission et des priorités stratégiques du FIDA et est en parfaite harmonie avec l'un des deux objectifs stratégiques de la Politique du FIDA en matière de dons: «Promouvoir la recherche utile aux pauvres sur les approches novatrices et les options technologiques en vue de renforcer l'impact sur le terrain».

### III. Le programme proposé

4. Le principal objectif de ce programme triennal est de permettre aux populations rurales pauvres, en particulier aux femmes, d'avoir un meilleur accès aux nouveaux débouchés commerciaux – notamment les marchés de produits à forte valeur marchande et les marchés pour l'atténuation du changement climatique et autres services environnementaux – et d'en tirer parti. Ses objectifs spécifiques sont les suivants:
  - a) renforcer les capacités des partenaires du programme de pays s'agissant d'analyser et d'aborder les questions de politique générale;
  - b) identifier, expérimenter et évaluer les options novatrices au niveau des politiques, des institutions et du programme en vue d'améliorer l'accès à de nouveaux débouchés commerciaux; et
  - c) diffuser et intégrer les options identifiées de manière à ce qu'elles se transforment en solutions au niveau des politiques nationales et des programmes d'investissement.
5. Les activités ci-après seront réalisées simultanément, en fonction du calendrier fixé pour chacun des pays visés par l'étude, en collaboration avec les programmes de pays participants.

#### **Activités concernant l'accès à des débouchés commerciaux pour des produits à forte valeur marchande:**

- a) évaluation des politiques et des réglementations conditionnant l'accès des petits agriculteurs à des marchés dynamiques<sup>1</sup>;
- b) expérimentation de structures d'agriculture sous contrat et autres dispositifs institutionnels novateurs en vue de renforcer la participation des petits agriculteurs à des chaînes de valeur modernes;
- c) élaboration et expérimentation des meilleures pratiques afin d'évaluer l'impact des défaillances du marché et du gouvernement, et conception de stratégies novatrices susceptibles de réduire leur incidence;
- d) mise en place d'une méthodologie d'application à plus grande échelle fondée sur les conditions agroclimatiques et l'accès aux marchés; et
- e) synthèse des savoirs accumulés sous la forme d'un kit méthodologique, et intégration de ces connaissances dans un système amélioré de gestion des savoirs.

#### **Activités concernant l'atténuation du changement climatique et l'accès aux marchés:**

- a) identification des services potentiels en faveur de l'atténuation du changement climatique que pourraient fournir les ménages et communautés de ruraux pauvres, et des avantages qu'ils pourraient en retirer;
- b) identification, expérimentation et évaluation de nouvelles stratégies prometteuses impliquant la participation des populations rurales à la fourniture de services pour l'atténuation du changement climatique et autres services environnementaux; et
- c) regroupement des savoirs accumulés dans un manuel des stratégies et pratiques les plus adaptées, et intégration de ces connaissances dans un

---

<sup>1</sup> Il s'agit des politiques et réglementations relatives à l'infrastructure commerciale (comme les systèmes d'information sur les marchés, les systèmes de notation et l'attestation de sécurité sanitaire des aliments), à la fourniture de crédit (y compris de nouveaux mécanismes comme les techniques de classement du risque pour les prêts octroyés par le secteur privé aux petits exploitants), aux échanges commerciaux et aux dispositions institutionnelles en mesure de faciliter la reconnaissance des petits agriculteurs en tant que fournisseurs d'aliments de qualité (partenariats public-privé, coopératives et action collective).

système amélioré de gestion des savoirs afin que les partenaires du programme de pays y aient plus aisément accès.

### Fonctions d'appui au programme

6. Les activités précitées basées sur la recherche seront appuyées par toute une gamme d'activités ou de fonctions:
  - a) **renforcement des capacités.** Le programme organisera des ateliers destinés à renforcer les capacités s'agissant de l'analyse des politiques, de manière à concrétiser la recherche sur les possibilités offertes par les marchés de produits à forte valeur marchande ou le marché du carbone par des actions de terrain;
  - b) **gestion des savoirs.** Le partage des savoirs sera réalisé par le biais d'un portail en ligne offrant l'accès à une documentation exhaustive sur les processus, méthodes et résultats du programme. Ce portail sera utile aux spécialistes des pays visés ainsi qu'à tous ceux qui souhaitent le consulter aux fins de la mise en œuvre d'interventions programmatiques dans des pays non sélectionnés;
  - c) **réseaux d'innovation.** Mise en place d'un réseau informel d'analystes, de conseillers et de décideurs sur les politiques dans les pays concernés, reliant les réseaux existants du FIDA et de l'IFPRI au niveau national ou régional<sup>2</sup>. Le réseau favorisera l'innovation et l'adoption de moyens d'action sur la base des activités de recherche du programme;
  - d) **activités de communication.** Le programme élaborera une stratégie de communication tant interne qu'externe afin de maximiser les synergies tout en veillant à ce que les principaux acteurs puissent mettre à profit les résultats du programme.

## IV. Résultats et avantages escomptés

7. Les résultats et avantages escomptés sont les suivants:
  - a) création de réseaux consultatifs sur les politiques au niveau du pays afin de transformer les résultats de la recherche en programmes concrets;
  - b) renforcement des capacités des équipes de gestion du programme de pays (EGPP), des collaborateurs et des spécialistes en vue de l'identification des principales questions de politique générale relatives aux domaines thématiques, de l'analyse des solutions sur la base des résultats de la recherche et de la transformation des actions envisageables en interventions concrètes;
  - c) expérimentation et évaluation de toute une gamme d'interventions spécifiques au plan politique et institutionnel concernant l'agriculture sous contrat et l'atténuation du changement climatique, et mise en ligne – à la disposition des programmes de pays et de leurs parties concernées – d'un inventaire des innovations institutionnelles et politiques;

<sup>2</sup> **Asie et Pacifique:** Mise en réseau des savoirs pour le développement rural dans la région Asie/Pacifique (ENRAP); et un don régional à l'appui de la formulation de politiques favorables aux pauvres, mis en œuvre en collaboration avec l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture. **Afrique de l'Ouest et du Centre:** FIDAFRIQUE et la plateforme rurale, déjà en liaison avec le bureau de l'IFPRI à Dakar. **Proche-Orient et Afrique du Nord:** KariaNet, le réseau régional pour le partage des savoirs créé et mis en œuvre en partenariat avec le Centre de recherches pour le développement international (CRDI); et des activités régionales d'évaluation sur l'accès des populations rurales pauvres au marché des plantes et herbes médicinales, réalisées en collaboration avec le Centre international de recherches agricoles dans les zones arides (ICARDA) et des systèmes nationaux de recherche agricole. **Amérique latine et Caraïbes:** Programme régional de formation au développement rural (PROCASUR); Unité régionale d'assistance technique (RUTA); le programme, financé par le FIDA, de la Commission de l'agriculture familiale (REAF-MERCOSUR) pour le «Renforcement de la participation des organisations paysannes à la concertation»; et l'Initiative conjointe FIDA-CRDI «Programme régional de recherche et de diffusion concernant les innovations dues aux campesinos».

- d) mise en place d'un système de création et de partage des savoirs déterminé par la demande pour une communication à double sens entre les chercheurs et les praticiens du développement;
- e) élaboration et diffusion d'un kit méthodologique composé de manuels sur: la méthodologie du «champ d'application des recommandations»; les méthodes de gouvernance et d'évaluation de l'impact; les pratiques les plus adaptées et les conditions requises, au niveau des politiques et des institutions, pour améliorer l'accès; l'application à plus grande échelle; et d'un kit pour la réalisation d'enquêtes auprès des ménages et des acteurs des chaînes de valeur.

## V. Modalités d'exécution

8. **Sélection des pays visés.** Le programme sera mis en œuvre dans quatre pays sélectionnés sur la base de différents critères destinés à multiplier les chances de succès, notamment la pertinence du ciblage thématique des programmes de pays, les travaux antérieurs et la présence organisationnelle du FIDA et de l'IFPRI dans le pays, l'existence d'un environnement politique porteur et l'appropriation et l'engagement des EGPP. La participation des programmes de pays se fera sur une base volontaire, et la sélection sera réalisée de manière transparente en fonction du bien-fondé de chaque cas. Les programmes de pays devront apporter une contribution financière dont le montant devra être fixé à l'avance; les dons de pays pourraient éventuellement être utilisés afin de financer en partie cette participation.
9. **Processus consultatif et planification au niveau du pays.** Une fois les pays sélectionnés, des consultations avec le personnel du programme de pays dans ces pays permettront de modeler le programme de recherche et d'identifier les sites de projet où les activités de recherche seront menées. Les accords conclus dans chaque pays seront ensuite regroupés dans un mémorandum d'accord général conclu entre le programme et les EGPP concernées. Les partenaires mènent actuellement des programmes de terrain dans les pays participants qui pourraient le cas échéant être associés au programme durant son exécution (sous forme de consortium) – notamment d'autres institutions membres du Groupe consultatif pour la recherche agricole internationale (GCRAI) telles que le Centre pour la recherche forestière internationale et le Centre mondial d'agroforesterie s'agissant des services environnementaux.
10. **Comité directeur conjoint.** Étant donné que le programme est le fruit d'un partenariat entre le FIDA et l'IFPRI, sa conduite relèvera d'un comité directeur conjoint coprésidé par un membre de la direction de chaque organisation. Il sera composé de deux personnes provenant de chaque organisation et choisies par leurs directions respectives.
11. **Coordonnateurs du programme.** Le FIDA et l'IFPRI nommeront respectivement un point de contact et un coordonnateur de programme qui prendront part aux réunions du comité directeur conjoint en tant qu'observateurs et collaboreront étroitement pour l'élaboration d'un rapport annuel sur l'état d'avancement, soumis au comité directeur conjoint dans le cadre du programme et budget annuel.
12. **Réunions semestrielles sur l'état d'avancement.** Deux réunions seront organisées afin d'examiner les progrès réalisés, l'une d'elles à l'occasion de la réunion annuelle du comité directeur conjoint. Ces réunions permettront de superviser l'état d'avancement du programme FIDA-IFPRI, ainsi que les questions en rapport avec le partenariat.

## VI. Coût et financement indicatifs du programme

13. Afin de financer le programme, le FIDA accordera un don d'un montant total d'environ 3 millions d'USD sur trois ans, ventilé comme suit:
- première année: 1 002 687,34 USD
  - deuxième année: 956 578,07 USD
  - troisième année: 1 039 185,88 USD.
14. Par ailleurs, l'IFPRI cofinancera le programme à hauteur de 0,6 million d'USD environ en mobilisant l'appui de projets de recherche connexes ainsi qu'avec un soutien en nature. Les coûts de gestion du don et du partenariat à la charge du FIDA seront absorbés dans le budget administratif de la Division des politiques du FIDA. Les programmes de pays devraient prendre en charge une partie du coût des consultations organisées avec les principales parties prenantes au niveau national et local et fournir le soutien logistique général pour les activités de recherche. Le coût exact de ces contributions ne peut être fixé à l'avance dans la mesure où il sera fonction du contexte spécifique et du pays choisi. Il sera précisé dans le mémorandum d'accord général.

### Récapitulatif du budget et du plan de financement

(en milliers d'USD)

Type de dépenses	FIDA	Cofinancement <sup>a</sup>
Salaires	967,4	415,4
Honoraires des collaborateurs nationaux	450,0	-
Frais de voyage	400,2	17,3
Évaluation de l'impact de terrain	280,0	-
Coûts de fonctionnement, d'établissement de rapports et des publications	348,9	83,1
Conférences et ateliers/renforcement des capacités et formation <sup>b</sup>	134,0	-
Coûts indirects	418,0	83,6
<b>Total</b>	<b>2 998,5</b>	<b>599,4</b>

<sup>a</sup> S'il y a lieu

<sup>b</sup> Ces coûts ne comprennent pas les coûts du personnel et des collaborateurs engagés dans la réalisation de ces activités ainsi que dans l'élaboration des kits méthodologiques et des manuels de formation, qui appartiennent à la catégorie «salaires». Si nécessaire, le programme envisagera d'augmenter, en cours d'exécution, le montant des fonds alloués au renforcement des capacités et autres activités dans le pays.



## Results-based logical framework (High-level summary)

Objectives Hierarchy	Objectively verifiable indicators	Means of Verification	Assumptions
<p><b>Goal:</b></p> <p>To enable the rural poor – with due attention to gender- to have better access to and capacity to take advantage of new market opportunities, especially markets for high-value agricultural products and markets for climate change mitigation and other environmental services.</p>	<p>Variation of Small farmers' and other rural poor share of total value added from improved market access</p> <p>Number of small farmers benefiting from climate change mitigation measures income diversification;</p> <p>Number of cases of adoption and adaptation of new policies and contractual arrangements by policymakers and other partners in participating countries</p>	<p>Assessments of livelihoods and living standards</p> <p>Country programme (M&amp;E) reports</p> <p>Analysis of Government and Donors' country strategies &amp; programmes</p>	<p>Sufficient buy-in by IFAD-funded country programmes in the proposed activities is achieved</p> <p>Openness of policymakers to issues and policy options identified</p> <p>No environmental or economic disasters occur in participating countries.</p>
<p><b>Objectives:</b></p> <ol style="list-style-type: none"> <li>To strengthen the capacity of country programme partners to address policy issues;</li> <li>To identify, test, and evaluate innovative policy, and institutional options for better market access;</li> <li>To disseminate and mainstream the identified options so that they become solutions in national policies &amp; investment programmes.</li> </ol>	<p>Number of rural households engaged in projects that prototype the potential solutions identified</p> <p>Number of country programmes or projects scaling up policy and institutional innovations</p> <p>Number of country programmes or projects with increased quality enhancement/assurance (QE/QA) scores in participating countries</p>	<p>COSOPs / QE&amp;QA process</p> <p>IFAD Portfolio Reviews, project supervisions &amp; Evaluation.</p> <p>IFPRI publications/ policy reports, workshops</p> <p>Stakeholder feed backs and participants self-assessments</p>	<p>UNCCF Copenhagen Process makes progress in reforming the rules of the CDM</p> <p>Key IFAD Staff actively participate in the orientation and monitoring of country-based activities</p>
<p><b>Outputs:</b></p> <ol style="list-style-type: none"> <li>A t of specific policy and institutional pilot interventions;</li> <li>A toolbox of methods developed and disseminated;</li> <li>CPMTs' capacity strengthened.</li> </ol>	<p>Number of Reports and publications about policy options and institutional arrangements for pro-poor access to markets presented in journals, policy briefs, and workshops</p> <p>Number of knowledge-generation and sharing systems operating and of in-country policy advisory networks established</p>	<p>Benchmarking assessment of Participating Country programmes</p> <p>IFPRI reports, policy briefs, dedicated publications, Programme</p>	